

L'avenir de la métropole suspendu aux élections

Le gouvernement promet de remettre en chantier la question de la gouvernance du Grand Paris au lendemain des municipales. Réforme a minima ou révolution ? Les contours de la MGP « nouveau look » d'Emmanuel Macron devrait largement dépendre du rapport de force électoral, qui semble a priori peu favorable au parti présidentiel.

Julien Descalles

Et après ? Au lendemain des municipales, un troisième tour pour l'avenir du Grand Paris est d'ores et déjà prévu. Gouvernance, périmètre, compétences, répartition des moyens financiers, rôle de l'État... Le temps d'une « consultation flash », le ministre chargé des Collectivités locales, Sébastien Lecornu (LREM) - spécialement missionné par le président de la République -, entend interroger l'ensemble des maires d'Île-de-France, mais aussi les acteurs socio-économiques de la région, afin de remettre sur l'ouvrage le cadre institutionnel métropolitain. Des doléances qui doivent permettre de rédiger le volet grand-parisien du projet de loi «.3D.», pour « différenciation », « décentralisation » et « déconcentration.», attendue au Parlement au second semestre 2020.

Simple retouche, mue profonde, fusion, disparition pure et simple ? Pour l'heure, le gouvernement assure au JDD n'avoir « *aucun plan secret* » pour l'avenir de la Métropole du Grand Paris (MGP), conscient que son fonctionnement actuel ne satisfait ni ses contempteurs, ni ses partisans. C'est d'ailleurs là leur seul point de

ralliement, les premiers ne rêvant que de lui faire la peau, quand les seconds aspirent à renforcer ses pouvoirs et son influence. La plus farouche adversaire de la Métropole se nomme Valérie Pécresse (Libres, ex-LR). La présidente de la Région Île-de-France continue inlassablement à plaider pour sa suppression. Fidèle à son credo, « *la Métropole, c'est la Région* ».

À l'Ouest, Pierre Bédier et Patrick Devedjian, présidents (LR) des Yvelines et des Hauts-de-Seine, continuent à agiter leur projet de fusion, avec la création notamment fin 2019 d'un établissement de coopération interdépartementale. « *Autrement dit, un regroupement de riches qui signifierait la fin de toute logique métropolitaine, de toute solidarité, de toute péréquation financière, s'indigne Pierre Mansat, ex-Monsieur Grand Paris de Bertrand Delanoë et désormais délégué du think tank La Ville en commun. Si l'État n'a pas donné son blanc-seing, il n'a pas non plus stoppé ce projet aberrant.* » ...

Droits photo : © Droits réservés - Vue panoramique de Paris

Retrouvez la suite de l'article dans le dernier numéro du Magazine Grand Paris, disponible en kiosque ou par [abonnement](#)